

Considérant qu'une meilleure répartition des apports de plies VIIa peut être obtenue par la modification de captures maximales par jour de navigation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Article 5 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2004, portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 25 janvier 2005, 30 mars 2005 et 27 septembre 2005, est complété par la disposition suivante :

« Il est interdit à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2005 jusqu'au 31 décembre 2005 inclus, que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 15 kg multiplié par la puissance motrice du bateau de pêche exprimée en kW ».

**Art. 2.** Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 25 février 2005, 27 mai 2005, 30 juin 2005 et 27 septembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 5 le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 300 »,

2° dans le § 6 le nombre « 400 » est remplacé par le nombre « 600 ».

**Art. 3.** Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 30 mars 2005, 30 juin 2005 et 27 septembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 4 du § 3 le nombre « 45 » est remplacé par le nombre « 50 »,

2° le § 4 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2005 jusqu'au 31 décembre 2005 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), que les captures de plies d'un bateau de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 221 kW dépassent une quantité égale à 40 kg multiplié par la puissance motrice du bateau de pêche, exprimée en kW. »

**Art. 4.** Dans l'article 16 du même arrêté ministériel, modifié par les arrêtés ministériels des 25 février 2005, 30 mars 2005, 9 août 2005 et 27 septembre 2005, le § 7 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2005 jusqu'au 31 décembre 2005 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIIIb-k, VIII, que les captures de cabillauds d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 2 kg multiplié par la puissance motrice du bateau de pêche, exprimée en kW. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2005 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2005, à 24 heures.

Bruxelles, le 25 octobre 2005.

Y. LETERME

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2910 (2005 — 2126)

[2005/202921]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2005. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires. — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 2 septembre 2005, il y a lieu d'y apporter les modifications suivantes :

A la page 38481

A l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « 48, § 2 » sont remplacés par les termes « 48, § 3 ».

A l'article 23, alinéa 4, les termes « article 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les termes « alinéa 1<sup>er</sup> ».

A la page 38486

A l'article 35, alinéa 4, le terme « pour » est remplacé par le terme « par ».

A la page 38487

L'article 36 doit être divisé en alinéas comme suit :

L'article 189 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française est complété par un paragraphe 4 libellé comme suit :

« § 4. Sans préjudice de l'alinéa 3, lorsqu'il est procédé au sein d'un établissement à une désignation à titre temporaire dans une fonction de membre du personnel ouvrier, celle-ci est proposée par le directeur en priorité au dernier membre du personnel ouvrier ayant exercé précédemment à titre temporaire cette fonction au sein de l'établissement, pour autant que ce dernier n'ait pas fait l'objet d'un licenciement tel que visé à l'article 191.

Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée égale ou supérieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier temporaire, la désignation à titre temporaire lui est proposée après que celle-ci l'ait été au membre du personnel ouvrier dont il assurait le remplacement.

Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée inférieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier temporaire, il y a lieu d'entendre par « dernier membre du personnel » le membre du personnel ouvrier dont le remplacement était assuré.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable lorsque le membre du personnel ouvrier a été désigné à titre temporaire dans le cadre d'un remplacement d'une durée inférieure à 15 semaines d'un membre du personnel définitif. »

L'article 37 doit être divisé en alinéas comme suit :

« Dans le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, il est inséré un article 307bis libellé comme suit :

« Article 307bis. Tout membre du personnel ouvrier mis en disponibilité par défaut d'emploi suite à la reprise de l'établissement par un pouvoir organisateur d'enseignement subventionné et qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé à l'activité de service, peut être mis à la disposition de ce pouvoir organisateur. Dans ce cas, il continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente égal au traitement d'activité qu'il aurait perçu s'il avait poursuivi l'exercice de ses fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la convention de reprise à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés prévoyant le remboursement à la Communauté française par le pouvoir organisateur qui reprend dudit traitement d'attente.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation ou de rappel à l'activité qui lui serait faite, le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur reprenant.

Les périodes pendant lesquelles le membre du personnel ouvrier placé en position de disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente. »

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2910 (2005 — 2126)

[2005/202921]

**1 JULI 2005. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 2 september 2005, bladzijden 38481 en volgende, dienen de volgende wijzigingen te worden aangebracht :

In de Franse tekst, in artikel 22, eerste lid, 2<sup>o</sup>, worden de woorden « 48, § 2 » vervangen door de woorden « 48, § 3 ».

In artikel 23, vierde lid, in de Nederlandse tekst, dienen de woorden « in artikel 1 » te worden vervangen door de woorden « in het eerste lid ».

In artikel 35, vierde lid, in de Nederlandse tekst, dient het woord « overneemt » te worden vervangen door het woord « terugbetaalt ».

Artikel 36 van de Nederlandse tekst moet in leden worden onderverdeeld als volgt :

« Artikel 189 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt :

« § 4. Onverminderd het derde lid, wanneer er in een inrichting tot een tijdelijke aanwijzing wordt overgegaan in een ambt als lid van het werkliedenpersoneel, wordt deze aanwijzing door de directeur prioritair voorgesteld aan het laatste lid van het werkliedenpersoneel dat vroeger dit ambt binnen de inrichting tijdelijk heeft bekleed, voorzover dat lid niet afgewezen werd zoals bedoeld bij artikel 191.

Wanneer het lid van het werkliedenpersoneel bedoeld bij het eerste lid het ambt uitoefende in het raam van een vervanging voor een duur die gelijk is aan of hoger is dan 15 weken van een tijdelijk lid van het werkliedenpersoneel, wordt de tijdelijke aanwijzing hem voorgesteld nadat deze werd voorgesteld aan het lid van het werkliedenpersoneel dat hij verving.

Wanneer het lid van het werkliedenpersoneel bedoeld bij het eerste lid het ambt uitoefende in het raam van een vervanging voor een duur die korter is dan 15 weken van een tijdelijk lid van het werkliedenpersoneel, dient onder « laatste lid van het personeel » het lid van het werkliedenpersoneel te worden verstaan voor wie de vervanging plaatsvond.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer het lid van het werkliedenpersoneel tijdelijk aangewezen werd in het kader van een vervanging voor een periode die korter is dan 15 weken van een vastbenoemd personeelslid. »

Artikel 37 van de Nederlandse tekst moet in leden worden onderverdeeld als volgt :

« In het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 307bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 307bis. Elk lid van het werkliedenpersoneel dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking als gevolg van de opname van de inrichting door een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs en dat geen voorstel tot reëffectatie of wederoproep in dienstactiviteit kon bekomen, kan ter beschikking worden gesteld van deze inrichtende macht. In dat geval, blijft hij van rechtswege een wachtwedde genieten die gelijk is aan de activiteitswedde die hij zou hebben genoten indien hij de uitoefening van dit ambt in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs zou hebben voortgezet, waarbij de overnameovereenkomst te sluiten tussen de betrokken inrichtende machten in de terugbetaling voorzien aan de Franse Gemeenschap door de overnemende inrichtende macht van genoemde wachtwedde.

Onder voorbehoud dat hij om het jaar zijn reëffectatie aanvraagt in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en dat hij gevolg geeft aan elk voorstel tot reëffectatie of wederoproep in dienstactiviteit dat hem zou worden voorgelegd, behoudt het lid van het werkliedenpersoneel bedoeld bij het eerste lid zijn vaste benoeming zolang hij een vaste benoeming bij de overnemende inrichtende macht niet bekomt.

De periodes gedurende dewelke het lid van het werkliedenpersoneel dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking de bepalingen van de eerste en tweede leden geniet, worden opschortend voor de tijd van de terbeschikkingstelling bij de berekening van de wachtwedde. »